

17 FEBRUARY 2022 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

PROPOS LIMINAIRES DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

[Télécharger le .pdf](#)

Monsieur le Président de la République du Sénégal,

Monsieur le Président de la République du Ghana,

Monsieur le Président du Conseil européen,

Mesdames et Messieurs les ministres,

Mesdames et Messieurs les ambassadeurs,

Mesdames et Messieurs,

Merci d'être là.

Nous nous retrouvons donc dans quelques heures à Bruxelles pour le sommet entre l'Union africaine et l'Union européenne mais, nous avons réuni, hier soir à Paris, l'ensemble des partenaires africains, européens, canadien, impliqués à nos côtés dans la lutte contre le terrorisme au Sahel. Cette concertation a été précédée par d'intenses échanges depuis plusieurs mois, tant au niveau politique qu'opérationnel. Et, elle a débouché sur des décisions importantes qui sont retranscrites dans un communiqué conjoint sorti il y a quelques minutes mais dont je souhaite ici aussi vous rendre compte.

À l'heure où d'autres menaces stratégiques pèsent sur la sécurité du continent européen et mobilisent à juste titre nos attentions diplomatiques, il était tout d'abord important d'adresser un message de continuité sur notre engagement dans la lutte contre le terrorisme au Sahel. L'Europe est un partenaire de confiance, qui s'engage dans la durée aux côtés de ses alliés pour face à des menaces qui s'inscrivent dans un temps long et elle est aux cotés de la CEDEAO, de l'Union africaine, du G5 Sahel.

La menace à laquelle les pays du Sahel et de la région sont confrontés a un nom, Al Qaida et Daech. Ces deux organisations terroristes ont choisi de faire de l'Afrique, et du Sahel en particulier – maintenant de manière croissante du Golfe de Guinée – une priorité de leur stratégie d'expansion. Elles investissent et instrumentalisent pour cela des causes locales pour mieux poursuivre un agenda global et régional.

Cela justifie que nous restions engagés dans la durée dans cette région et nous sommes bien placés, ayant affronté ces organisations sur notre propre territoire et dans d'autres géographies, pour savoir que cela implique de la constance et de la ténacité. Depuis 2013, et la décision courageuse du Président François Hollande d'intervenir au Mali, à la demande des autorités maliennes et des autorités de la région, la France a joué un rôle fédérateur de cette mobilisation internationale en faveur du Sahel où ce sont désormais près de 25 000 hommes qui sont déployés au titre des différentes missions internationales.

Les décisions que nous avons prises au sommet de Pau en janvier 2020 puis à Ndjamena en février 2021 ont permis d'amplifier encore cette dynamique et d'agir désormais dans le cadre d'une coalition pour le Sahel. Nous continuerons, c'est ce que j'ai dit hier à mes interlocuteurs, à assurer ce rôle fédérateur et, là où une dimension militaire est nécessaire, le rôle de nation cadre.

Au-delà du maintien de notre engagement, ces échanges ont aussi dégagé un consensus pour faire évoluer les modalités de notre action au Sahel, ceci dans quatre directions.

La première, en impliquant et en appuyant davantage les pays voisins de la bande sahélienne, à savoir les pays du Golfe de Guinée. Comme l'ont démontré les attaques menées il y a quelques jours dans le nord

du Bénin, ces États sont de plus en plus exposés à des tentatives d'implantation des groupes terroristes sur leur territoire.

Si le G5 Sahel demeure une enceinte incontournable pour coordonner les efforts à l'échelle de la bande sahélienne, l'initiative d'Accra, qui rassemble le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo, le Bénin, doit aussi devenir un cadre de référence. Non pas pour créer de nouvelles structures régionales, mais pour veiller à ce que chaque État fasse sa part des efforts et reçoive des partenaires le soutien bilatéral dont il a besoin. Les groupes terroristes se jouent de la porosité des frontières et une coordination transfrontalière est indispensable pour contrer cette stratégie. C'est tout le sens d'un renforcement de la coordination entre les pays de la région et c'est pourquoi : G5 Sahel, initiative d'Accra, plus largement la CEDEAO et tous les pays qui étaient impliqués, ceux que je viens de citer, ainsi que le Sénégal, sont clefs dans cette lutte contre le terrorisme.

La seconde évolution sur laquelle nous nous sommes accordés est de mettre davantage les populations civiles au cœur de notre stratégie de lutte contre les groupes terroristes. Les populations sahéliennes, sont la première cible des exactions d'Al Qaida et de Daech. Elles ne peuvent pas pour autant être réduites à un rôle de victimes.

Elles sont aussi le premier rempart contre ces groupes, à condition que, par un « sursaut civil », nous soyons davantage à leurs côtés, pas seulement par le prisme trop étroit de la sécurité.

L'Alliance pour le Sahel, lancée en 2017, a justement pour objectif d'appuyer les populations mais aussi, sans s'y substituer, les volontés locales. Elle réunit à ce jour plus de 25 partenaires, dont bientôt les États-Unis, 22 milliards d'engagements financiers ont été pris dans ce cadre et plusieurs milliers de projets.

Je souhaite que cette Alliance, et c'est l'orientation que nous avons collectivement retenue, soit l'outil pour accélérer ce changement de paradigme : déployer d'abord des programmes civils et sociaux, selon les besoins exprimés par les acteurs régionaux, qui viendront prévenir l'expansion des groupes terroristes et consolider les stratégies des autorités nationales. Ce n'est qu'en complément de cet effort préalable qu'une action militaire peut, lorsqu'elle est nécessaire, produire son efficacité.

Troisième élément en cohérence avec cette orientation : nous nous sommes accordés sur l'impératif de faire évoluer les modalités de notre présence militaire.

Au Sahel comme dans le Golfe de Guinée, les attentes de nos partenaires ont évolué. La sensibilité des opinions publiques des pays de la région a, elle aussi, changé.

Nous devons en tirer les conséquences et accélérer la transformation que nous avons engagée au sommet de Pau, en janvier 2020, puis accélérée, il y a un an, à l'issue du sommet de Ndjamena. Notre empreinte doit se réduire, comme nous l'avons fait au nord du Mali en fermant trois de nos emprises à Kidal, Tessalit et Tombouctou. Il s'agit de nous recentrer, sur demande de nos partenaires, là où notre contribution est attendue, toujours en soutien et encore davantage intégrée, comme nous le sommes au Niger, avec les forces armées de la région.

Nous définirons, dans les semaines et mois qui viennent, l'appui que nous apporterons à chacun des pays de la région, sur la base des besoins qu'ils auront exprimés. Cet appui pourra inclure de l'aide en matière de formation et d'entraînement, de la fourniture d'équipement, voire un appui à leurs opérations contre le terrorisme.

Enfin, et c'est le quatrième axe, nous nous sommes rejoints sur une évidence : nous ne pouvons pas rester engagés militairement au côté d'autorités de fait dont nous ne partageons ni la stratégie, ni les objectifs cachés. C'est la situation à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui au Mali.

La lutte contre le terrorisme ne peut pas tout justifier. Elle ne doit pas, sous prétexte d'être une priorité absolue, se transformer en exercice de conservation indéfinie du pouvoir. Elle ne peut pas non plus

justifier une escalade de la violence par le recours à des mercenaires dont les exactions sont documentées en République Centrafricaine et dont l'exercice de la force n'est encadré par aucune règle ni par aucune convention.

Dans ces conditions, la France et ses partenaires engagés dans des missions de lutte contre le terrorisme, à savoir les États participants à la task force Takuba, ont pris la décision de retirer leur présence militaire au Mali. Ce retrait se traduira par la fermeture des emprises de Gossi, de Menaka et de Gao. Il sera effectué de manière ordonnée avec les forces armées maliennes et avec la mission des Nations unies au Mali. Durant cette période, nous maintiendrons nos missions de soutien au profit de la MINUSMA.

S'agissant de l'engagement de nos partenaires européens, il sera maintenu et s'intégrera dans la réarticulation de ce dispositif. Avec l'accord des autorités nigériennes, des éléments européens seront repositionnés aux côtés des forces armées nigériennes dans la région frontalière du Mali.

Enfin, notre engagement aux côtés des populations maliennes sera préservé au travers des programmes de l'Alliance pour le Sahel, sous réserve que ces programmes ne puissent être détournés pour financer des activités de mercenaire ou le terrorisme lui-même.

Au final, au travers de ces évolutions, nous accélérons un mouvement collectif qui avait déjà été amorcé au sommet de Pau puis à Ndjamena.

Le modèle d'intervention que nous avons bâti et mené depuis 2013 a permis d'obtenir des résultats considérables. La France et ses partenaires ont infligé à Al Qaida et Daech des défaites qui ont changé la nature et la capacité de projection de ces deux organisations. Ces résultats ont été obtenus dans le cadre d'une fraternité d'armes nouée dans la libération de la France et cinquante ans plus tard dans la libération du Mali. La France n'en oublie aucun épisode. Elle n'oublie aucun de ses 53 soldats, aucun de ses blessés et de leurs familles qui se sont sacrifiés pour cette cause et pour nos deux pays, et en m'adressant à vous ce matin, j'ai une pensée pour l'ensemble de nos soldats tombés au Sahel ; pour la liberté ; pour l'ensemble de nos blessés et pour leurs familles. De même que j'ai une pensée pour les six Français qui ont perdu la vie au Niger en août 2020 fauchés, avec leurs accompagnateurs nigériens, alors qu'ils étaient venus s'engager, avec l'organisation Acted.

Au moment où nos adversaires se réinventent et modifient leurs stratégies, l'erreur aurait été de demeurer statique ou de nous égarer dans des combats qui ne relèvent pas de la lutte contre les organisations terroristes.

Nous jetons là les bases d'un engagement renouvelé qui permettra aux Européens et à la France de continuer à jouer leur rôle d'appui, de soutien, d'entraînement, en un mot, de partenaire. C'est ce modèle de partenariat, respectueux, équilibré, que nous allons consacrer et étendre à d'autres domaines dans le cadre du sommet Union africaine / Union européenne qui s'ouvrira dans quelques heures à Bruxelles.

Je vais maintenant céder la parole au Président Macky SALL, président en exercice aussi, de l'Union africaine.

Je vous remercie et suis disponible pour vos questions.